

## Prévention des risques d'émergence de zoonoses issues de la faune sauvage – options et hypothèses pour la régulation

---

Yann Laurans

Lucien Chabason



**Commercialisation et élevage  
faune sauvage  
(« wet markets »)**



Consommation  
faune sauvage

**Chasse et consommation  
animaux sauvages  
(« viande de brousse »)**



Contacts accrus  
et perturbations  
écologiques



**Intrusions et pénétration  
humains en forêt**



**Déforestation /  
Changements usages des sols**





Pratique « non vitale »

Deux approches traditionnellement opposées

- « **Regulatory** » (= prohibition)
- + : radical
- - : clandestinité + économique
- « **Non-regulatory** »  
(= encadrement sanitaire)
- + : réduction risque & + de surveillance
- - : prélèvements et perturbations écologiques, condition animale



Pratiques variées, diffuses, parfois rôle nutritif, peuples autochtones et communautés locales

Régulation / Prohibition?

Globalement inefficace

Encadrement sanitaire?

Partiel (uniquement commercialisation)

Approche « ethnologique »

Médiation, communication, veille / alerte, soins



Majorité de pratiques illégales

Lois & codes forestiers généralement précis

Un problème de mise en œuvre

Moyens de surveillance et contrôle

Affaiblissements institutionnels

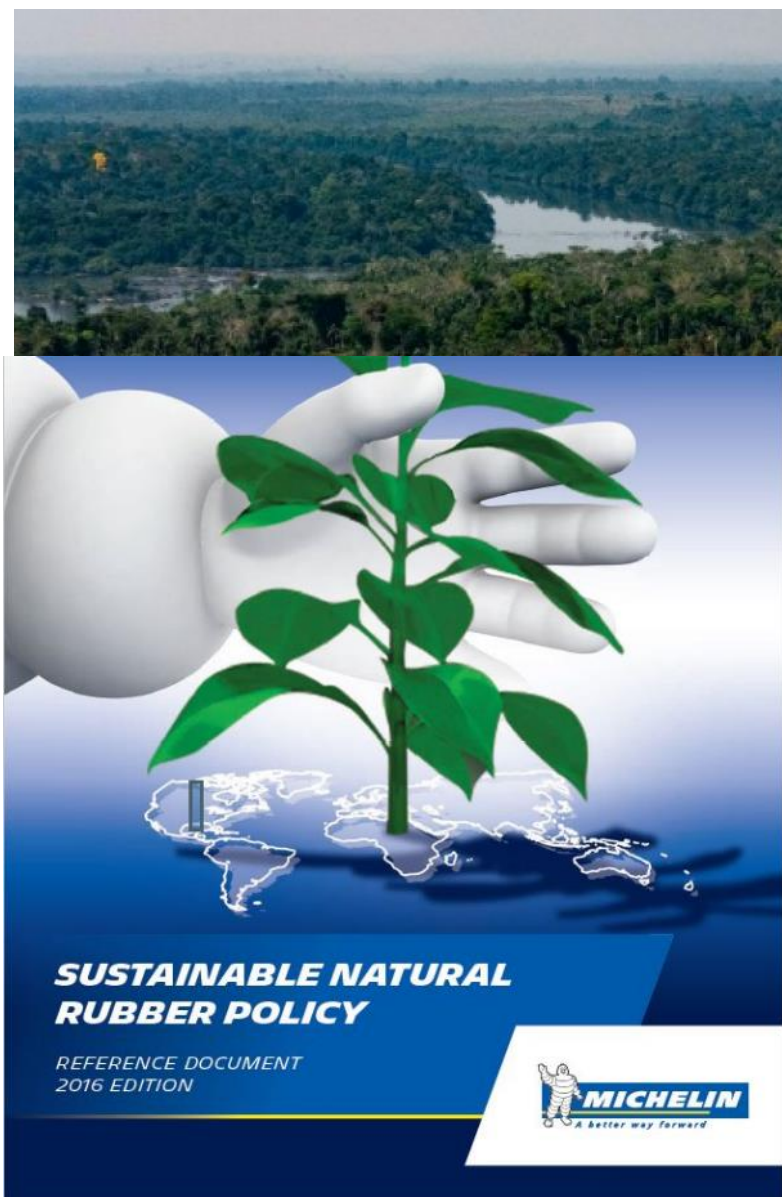
Sujet de souveraineté peu négocié internationalement

Options institutionnelles spécifiques ?

Aide internationale

Pression politique





Objectifs convention sur la diversité biologique après 2020 (« cadre post-2020 ») – accroissement surfaces protégées et augmentation degré protection

Réduction de l'empreinte forestière et sanitaire simultanément: réduction consommation de produits animaux

Stratégies lutte contre déforestation importée

Engagements d'entreprises



Un sursaut de type post-Tchernobyl?

Renforcement

- Notification / transparence
- Sûreté des installations

Qui ? 4 options et leurs points forts et faibles

- OMS rôle d'agence d'inspection ?
- Création Agence spécialisée ?
- Elargir CITES ?
- Convention chapeau et agences d'exécution ?



- L'efficacité des mesures reposera sur une distinction pertinente des pratiques en cause
- Modulation des deux approches traditionnellement opposées, prohibition / encadrement
- Les mesures devront reposer sur des renforcements institutionnels : sanitaires et environnementaux, et sur des inflexions « économiques » : moyens d'action, aide, comportement de consommateurs et d'entreprises